**Annexe 3**

**au règlement de la consultation**

**Procédure : MEN-SG-PAN-25001**

**Objet**: **Prestations de mise en œuvre du contrat collectif à adhésion facultative en protection sociale complémentaire en prévoyance à destination des agents du ministère de l’éducation nationale, de l’enseignement supérieur et de la recherche, du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative et des entités publiques adhérant au groupement de commandes.**

**DECLARATION DE CONFIDENTIALITE**

Je soussigné(e)

né(e) le

demeurant à

Tel :

Courriel :

agissant en qualité de

de la société

De forme juridique

et dont le siège social est établi à

M’engage par la présente :

1. à assurer, en particulier pendant toute la durée de la consultation, une totale confidentialité des informations, documents, pièces et renseignements de toute nature concernant tous les éléments d’informations contenus :

- **à l’annexe 1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : « Cadre de réponses techniques »,**

**- à l’annexe 2 du CCTP : « Données démographiques et salariales »,**

**- à l’annexe 4 du CCTP : « Statistiques décès et arrêts de travail »,**

**- à l’annexe financière de l’acte d’engagement,**

**- à l’annexe 1 du règlement de la consultation « Hypothèses de calcul pour l’analyse des offres »,**

dont je pourrais disposer ou avoir connaissance dans le cadre de la consultation citée en référence, sachant que l’ensemble des données contenues dans ces supports et documents est strictement couvert par le secret professionnel, conformément aux dispositions de l’article 226-13 du code pénal.

2. à ne pas faire usage directement ou indirectement des éléments mentionnés au 1 ci-dessus, sauf dans le but exclusif de formuler une offre en réponse à la consultation et à l’exclusion de toute autre exploitation.

3. à ne pas divulguer ces documents ou informations à d’autres personnes, qu’il s’agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

4. à me porter fort du respect de l’obligation de confidentialité précédemment définie pour l’ensemble des salariés, mandataires sociaux, représentants légaux, conseils de la société que je représente.

De plus, conformément à l’article 32 du règlement général sur la protection des données, je m’engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité de ces informations et notamment, d’empêcher qu’elles ne soient communiquées à des personnes non autorisées.

5. à prendre toutes mesures permettant d’éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations précitées au 1 de la présente attestation.

6. Si je décidais de ne pas donner suite à la consultation, je m'engage à détruire sans délai l'ensemble des informations et à n'en garder aucune copie, que ce soit sous format numérique ou physique.

Je reconnais avoir été informé(e) qu’en cas de non-respect des dispositions ci-dessus, ma responsabilité serait engagée à l’égard de l’ensemble des ministères, organismes et établissements bénéficiaires du marché, qui peuvent légitimement faire valoir une demande en réparation du préjudice subi et réclamer des dommages et intérêts, sans préjudice des dispositions de l’article 323-3 du code pénal qui réprime notamment le fait « […] de détenir, de reproduire, de transmettre, […] frauduleusement les données [d’un système de traitement de l’information] ».

Lorsque le système de traitement de données est mis en œuvre par l’Etat, la peine encourue est de sept ans d’emprisonnement et 300 000 euros d’amende.

Fait à

Le

Nom et qualité du signataire habilité à engager la société :

Signature :